

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 14 (1986)

DOI: 10.11588/fr.1986.0.52600

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

MICHEL KERAUTRET

## UN BILAN CRITIQUE DE LA PRUSSE EN 1786:

### La lettre de Mirabeau à Frédéric-Guillaume II

En 1787, deux ans avant que la Révolution ne lui ouvre le destin que l'on sait, le comte de Mirabeau faisait publier à Berlin la «lettre» qu'il avait *remise à Frédéric-Guillaume II, roi régnant de Prusse, le jour de son avènement au trône* (17 août 1786). Ce texte un peu oublié aujourd'hui, beaucoup moins célèbre – à juste titre – que le grand ouvrage sur la monarchie prussienne<sup>1</sup>, ne manque pourtant pas d'intérêt. Il expose un premier état de la réflexion du libéral Mirabeau, confronté à la réalité d'un pays qu'il vient de découvrir et qu'il juge sévèrement, non sans dogmatisme. Sa pensée devait se nuancer sensiblement par la suite, à l'expérience notamment des premiers mois du règne de Frédéric-Guillaume.

Quand Honoré-Gabriel Riquetti de Mirabeau arrive en Prusse, en 1785, il a 36 ans, et derrière lui une suite de scandales, de démêlés avec son père et d'années de prison qui lui valent une douteuse célébrité en Europe. A l'approche de la maturité, malgré tout son goût du scandale, il en est presque à regretter ces frasques de jeunesse et cette réputation qui lui interdisent les grands postes politiques auxquels sa naissance et son mérite le rendent, pense-t-il, particulièrement apte. Pourtant, dans ces années précédant la Révolution, l'opinion publique compte toujours davantage – elle remportera bientôt une première victoire significative à propos de l'affaire du Collier –, pamphlets et libelles prolifèrent à l'envi sur tous les sujets d'actualité: écrire, pour un Mirabeau interdit de ministère, c'est non seulement prétendre à la gloire incomparable du philosophe, c'est aussi agir, et avec quelle vigueur.

Revenu à Paris après un exil en Angleterre qu'il a mis à profit pour observer et s'instruire – et s'initier au libéralisme d'Adam Smith –, il souhaitait se faire oublier quelque temps et songeait à se retirer en Provence pour méditer à loisir un grand ouvrage – non un follicule de circonstance, mais un livre de philosophie, digne de ceux de son père, le marquis physiocrate, et capable de lui procurer la gloire définitive qu'il ambitionne<sup>2</sup>. Mais cet homme ne peut s'éloigner longtemps du forum. L'actualité le provoque, l'amitié le sollicite – Talleyrand, Lauzun, Narbonne, d'Antaigues, jeunes aristocrates ambitieux, réformistes et agioteurs; les banquiers gene-

1 H.-G. DE MIRABEAU, *De la monarchie prussienne sous Frédéric le Grand, avec un appendice contenant des recherches sur la situation actuelle des principales contrées de l'Allemagne*, Londres 1788, 4 vol. in 4°.

2 Cf. par exemple: *Mémoires biographiques, littéraires et politiques de Mirabeau*, écrits par lui-même, par son père, son oncle et son fils adoptif, Paris 1834, tome 4, pp. 179-180. – Sur la vie de Mirabeau en général, on pourra consulter: Alfred STERN, *Das Leben Mirabeaus*, vol. 1: *Vor der Revolution*, Berlin 1889; G. CHAUSSINAND-NOGARET, *Mirabeau*, Paris 1982.

vois Panchaud et Clavière, génies de la spéculation; et bientôt Calonne lui-même, responsable d'un Trésor dont les besoins sont immenses depuis la guerre d'Amérique. Dans ce milieu, Mirabeau, toujours avide d'apprendre, a complété une initiation financière commencée en Angleterre et il se croit bientôt capable d'écrire avec autorité sur cette matière. Servant les desseins de certains spéculateurs à la baisse qui lui ont sans doute fourni un canevas, et aussi ceux de l'Etat qui ne parvient plus à emprunter face à la hausse prodigieuse des actions, Mirabeau, payé peut-être par Calonne, met toute son éloquence et son talent à défendre ce qu'il croit être le véritable intérêt public<sup>3</sup>. Il dénonce l'agiotage dans une série d'écrits sur la Caisse d'escompte et la Banque de Saint-Charles<sup>4</sup>, non sans efficacité: les actions baissent fortement, au grand dam de leurs détenteurs. Ces derniers font pression sur le Conseil du roi et Calonne doit condamner officiellement Mirabeau, s'il le rassure en privé. Bientôt cependant, il lâche Mirabeau quand celui-ci s'en prend à la Compagnie des eaux<sup>5</sup> et le bouillant pamphlétaire, dévoré d'indignation, commence à rédiger une vive diatribe contre *le ministre des finances agioteur*, qu'il juge préférable pour sa sécurité d'aller continuer en pays étranger<sup>6</sup>. A la fin de décembre 1785, Mirabeau quitte donc Paris pour la Prusse, en compagnie de sa fidèle amie Henriette de Nehra, du jeune Lucas de Montigny et de quelques domestiques. Ils arrivent à Berlin le 20 janvier 1786 et s'installent dans le quartier de *Paris*. C'est un séjour d'un an qui commence, à peine interrompu quelques semaines au printemps par un bref voyage en France et entrecoupé de quelques excursions en Saxe et à Brunswick.

Pourquoi ce choix de la Prusse? Certes le Brandebourg est depuis le XVII<sup>e</sup> siècle, par tradition, un des refuges offerts à la liberté de conscience, et Frédéric II en a fait la patrie des philosophes. Mais il y a de plus, chez Mirabeau, une véritable curiosité pour la personnalité du vieux roi, *l'homme le plus étonnant qui ait jamais porté un sceptre*<sup>7</sup> et peut-être l'espoir d'associer son propre nom à la gloire de Frédéric en se faisant son historien, pour *arracher le portrait de César aux barbouilleurs*<sup>8</sup>. Sans doute aussi de la sympathie pour cet homme aussi peu conformiste que lui-même, et qui souffrit comme lui de l'incompréhension et la brutalité d'un père haï et admiré à la fois. A cela s'ajoute vraisemblablement un précédent familial, le souvenir d'un oncle officier qui, rejeté pour cause de mésalliance, avait servi le margrave de Bayreuth (beau-frère de Frédéric II) et même rempli une mission diplomatique pour

3 Dans une lettre vibrante écrite à son père le 4 octobre 1788, Mirabeau proteste contre l'imputation de vénalité: *J'ai plaidé ma seule opinion, ma seule conviction; et non pas un thème lâchement accepté en échange d'un salaire avilissant*. Cité dans MIRABEAU, Mémoires (voir n. 2), p. 191.

4 De la Caisse d'escompte, Londres 1785; De la Banque d'Espagne dite de Saint-Charles, 1785; Lettre du comte de Mirabeau à M. le Couteux de la Noraye sur la Banque de Saint-Charles et sur la Caisse d'escompte, Bruxelles 1785.

5 Sur les actions de la Compagnie des eaux de Paris, Londres 1785. Ce dernier ouvrage entraîne une polémique avec Beaumarchais, qui se moque des MIRABELLES. La gloire de l'auteur du «Mariage de Figaro» (représenté l'année précédente) n'effraie pas Mirabeau qui lui répond avec une rare violence (Réponse du comte de Mirabeau à l'écrivain des administrateurs de la Compagnie des eaux de Paris, Bruxelles 1785).

6 MIRABEAU, Mémoires (voir n. 2), p. 250. Pour tout cela, voir l'exposé concis et précis d'Alfred STERN (voir n. 2), pages 181 sq.

7 MIRABEAU, Monarchie prussienne (voir n. 1), Introduction.

8 Cité par H. WELSCHINGER, La mission secrète de Mirabeau à Berlin, Paris 1900, p. 110.

le compte du roi de Prusse<sup>9</sup> : il se peut qu'Honoré-Gabriel, à nouveau *brûlé* en France, ait songé lui aussi à s'employer en Prusse ou ailleurs<sup>10</sup>.

Mais au fond, et malgré les apparences, Mirabeau ne disparaît pas de la scène française quand il part pour la Prusse. Qu'il veuille se faire regretter comme il l'écrit à Frédéric<sup>11</sup>, ou qu'il aille chercher la gloire de l'écrivain, c'est évidemment au public français qu'il songe. Et si son ambition littéraire se détourne bientôt de l'histoire héroïque vers l'économie politique, ce n'est pas seulement parce qu'il veut enfin forcer le respect de son père, c'est aussi parce qu'il pense en homme d'Etat, même s'il se voit contraint à l'otium : la Prusse l'intéresse, parce qu'elle représente une puissance qui compte désormais en Europe, où elle a fait pièce plusieurs fois à celle de la France, et Mirabeau voudrait prendre sa mesure exacte pour mieux orienter demain la diplomatie française. Or voici le moment où jamais de faire le point : le vieux roi vit encore, mais on le dit très malade et l'équilibre européen, qu'il a su préserver pendant vingt ans, sera peut-être menacé bientôt par les initiatives brouillonnes de l'empereur Joseph II ou par les querelles civiles de la Hollande, tous événements que Mirabeau suit de près. L'année précédente, il a pris position contre les prétentions autrichiennes dans l'affaire des bouches de l'Escaut<sup>12</sup> et plaide ouvertement pour un nouveau renversement des alliances qui substituerait à l'entente des Bourbons et des Habsbourg un axe Paris-Londres-Berlin, dont la première étape serait un traité de commerce entre la France et l'Angleterre<sup>13</sup>.

La Prusse intéresse donc Mirabeau comme un allié virtuel, au pire comme un adversaire dont il importe de connaître les forces véritables – mais aussi comme un paradoxe vivant. Pour ce physiocrate de naissance, pour ce récent disciple d'Adam Smith, il est incompréhensible qu'un pays aussi infertile et aussi pauvre en hommes, *où la base est si étroite, le sol si infécond, si noyé, si avarié, que cet enfant disgrâcé*<sup>14</sup> soit riche et puissant, tandis que la France nombreuse et pourvue de tous les dons naturels est au bord de la banqueroute et militairement affaiblie. Une telle situation défie la raison et Mirabeau s'en indigne. Faut-il donc admettre que le libéralisme a tort et s'inspirer des recettes du despotisme éclairé pour rajeunir la France ? Faut-il croire au contraire que la puissance prussienne est fragile et s'effondrera bientôt ? La réponse à cette question est du plus grand intérêt pour la France elle-même, où l'on ne parle que de réformes en cette année 1786, qui voit Calonne proposer un plan au roi avant de réunir bientôt les notables. Recueillir *des résultats exacts dans un pays qui, pour la science du despotisme, est ce que l'Égypte était pour les anciens qui voulaient s'instruire*, tel est l'objet que se propose donc Mirabeau<sup>15</sup>, bien conscient

9 Cf. A. STERN (voir n. 2), pp. 4–5.

10 Une lettre qu'il écrivit à Frédéric II au début de son séjour à Berlin pourrait le faire penser – cf. MIRABEAU, Mémoires (voir n. 2), p. 291.

11 Cf. la lettre citée dans la note précédente.

12 Doutes sur la liberté de l'Escaut, Londres 1784.

13 On sait qu'une partie de ce programme fut réalisée par le traité de 1786, négocié par Lauzun, et que Mirabeau approuva chaleureusement. Cf. par exemple H. WELSCHINGER (voir n. 8), pp. 324 sq, p. 379.

14 H. WELSCHINGER (voir n. 8), p. 442.

15 Du moins est-ce ainsi qu'il présente les choses à posteriori. « J'avais apporté ici un grand et intéressant problème d'économie politique à résoudre », écrit-il encore : *Comment le monarque prussien a-t-il des trésors au lieu de dettes, lui qui entretient une armée disproportionnée à l'idée qu'on a de son royaume ?* Cf. H. WELSCHINGER (voir n. 8), pp. 498–499.

que par ce détour il revient à son propre pays: *C'est France que je veux voir dans Prusse, du moins pour l'explication des principes*, écrira-t-il plus tard à Mauvillon.

Pour l'heure, il n'oublie pas encore les polémiques parisiennes et achève de rédiger une lettre très dure à Calonne, le *ministre malhabile sinon pervers qui mine la nation et la déshonore*, à qui il reproche ses inconséquences, son *immoralité profonde*, son *infatigable complaisance*, et qu'il menace de tout révéler sur les événements de l'année précédente<sup>16</sup>. Cette lettre envoyée aux amis parisiens de Mirabeau parvint à la connaissance de Calonne qui jugea sans doute prudent de s'accommoder avec l'auteur. Pour le *museler*, on décida de l'employer – à bonne distance – et puisqu'il se trouvait en Prusse, d'utiliser son inlassable curiosité au profit de l'Etat. Tout fut arrangé lors d'un bref voyage à Paris en mai 1786: quand Mirabeau retourne en Prusse en juillet, il a mission d'informer Calonne – qui espère peut-être la succession prochaine de Vergennes – sur les événements quotidiens de Berlin, et surtout d'observer les débuts, que l'on sait désormais tout proches, du nouveau règne. Là commence *la mission secrète de Mirabeau*<sup>17</sup>.

Pendant sept mois, de juillet 1786 à janvier 1787, il envoie régulièrement des dépêches chiffrées à Talleyrand qui se charge de les transmettre à Calonne, non sans en polir quelque peu le style très spontané. Ces lettres, qui parviennent parfois jusqu'à Vergennes et au roi, contiennent une foule d'anecdotes, souvent des plus indiscrettes sur la Cour de Berlin avant et surtout après la mort de Frédéric II, ainsi que des analyses en général pertinentes sur le personnel politique et les orientations nouvelles. Pour s'informer, «l'espion» déploie une activité inlassable, fréquente les meilleures maisons de l'aristocratie et de la bourgeoisie intellectuelle, achète des indiscretions ancillaires, emploie quelques agents efficaces – et lit énormément<sup>18</sup>. Il accumule ainsi une masse de renseignements qui serviront plus tard à la rédaction de «La monarchie prussienne», mais dont il espère dans l'immédiat une récompense ministérielle – un poste diplomatique officiel dans quelque cour allemande ou une mission importante.

Las, il a beau faire dix fois plus – à son gré – que le représentant officiel de la France à Berlin, on ne paie pas ses services à leur prix et il se lasse bientôt de réclamer, d'autant plus que les événements se précipitent en France: en janvier 1787 il est de nouveau à Paris pour dénoncer l'agiotage<sup>19</sup> et jouer un rôle, espère-t-il, comme secrétaire de l'assemblée des notables. Par la suite, son attente à nouveau déçue, il retournera en Allemagne pour achever avec le major Mauvillon le grand ouvrage qui lui vaut enfin la considération de son père, mais paraît un peu tard en 1788 pour retenir vraiment l'attention du public, désormais tournée vers d'autres objets. Celui-ci remarquera davantage, à cause du scandale, la

16 De larges extraits de ce factum sont publiés dans: MIRABEAU, Mémoires (voir n. 2), pp. 192 à 269.

17 Cf. H. WELSCHINGER (voir n. 8). Cette mission comportait peut-être aussi un aspect financier: négocier un emprunt français à la Prusse. Si c'est le cas, le projet n'aboutit pas.

18 *On est tenu de savoir tout ce qui est imprimé*, écrit-il à Mauvillon. Il semble qu'il ait acquis assez vite la maîtrise de l'allemand, quoi qu'en dise D. LIGOU, *Mirabeau a-t-il été franc-maçon?*, in: *Les Mirabeau et leur temps*, Paris 1968, p. 120.

19 Dénonciation de l'agiotage au roi et à l'assemblée des notables, 1787.

publication, au début de l'année suivante, de l'« Histoire secrète de la Cour de Berlin », recueil tronqué des dépêches de la correspondance secrète. Mais à cette date, Mirabeau a déjà d'autres titres à la célébrité<sup>20</sup>.

Tel n'est pas le cas en 1786 lorsque celui qui conseillera – intelligemment mais inutilement – Louis XVI en 1790, remet au nouveau roi de Prusse Frédéric-Guillaume II un mémoire contenant un véritable programme de gouvernement. Moins de sept mois après son arrivée en Prusse, Mirabeau est en mesure de porter un premier jugement sur le pays et de proposer au roi toute une série de réformes. Cette *lettre* n'était pas un simple exercice de style, on sait qu'elle fut effectivement remise au souverain qui en accusa réception poliment trois jours après son avènement, et que Mirabeau a cru d'abord pouvoir réellement influencer<sup>21</sup>. Une telle présomption irrite fort l'ambassadeur de France à Berlin qui s'en plaint à Vergennes<sup>22</sup> et Mirabeau lui-même déchantera bientôt: il note le 10 novembre *la véhémence aversion du roi pour les mémoires*, regrette qu'il regarde *tout conseil comme un aveu de l'opinion qu'on a de son incapacité*, et finira par le dépeindre comme *le roi des soliveaux*, critiquant toujours plus sévèrement sa faiblesse de caractère et ses décisions maladroites.

Au départ cependant, il fait confiance à ce prince de quarante ans, *l'âge où l'on est capable de porter le fardeau du sceptre*<sup>23</sup>, à la différence, pense-t-il peut-être, de Louis XVI qui avait déçu dix ans plus tôt les espoirs des physiocrates. Sans doute faut-il faire la part de la flatterie dans les compliments adressés au roi sur son physique de *héros de l'Antiquité embelli d'une teinte très remarquable de douceur, de calme, de bonté*, comme sur son cœur *sensible*, son esprit *juste*, son *élocution forte et précise*<sup>24</sup>: mais le choix des qualités n'est pas indifférent, et le ton de l'éloge n'a rien d'obséquieux<sup>25</sup>. Mirabeau conseillant le roi s'adresse à lui en ami, en philosophe égal du prince comme naguère Voltaire ou Diderot.

Cependant, proposant des réformes comment ne paraîtrait-il pas critiquer l'ancien règne, même s'il se défend d'avoir voulu écrire *une satire contre l'immortel Frédéric II*<sup>26</sup>? Ce faisant, il ne risque pas trop de déplaire au nouveau souverain, longtemps tenu en lisière par son oncle, ni de heurter l'esprit du temps: comme il est naturel à la fin d'un long gouvernement, tout aspire au changement. La gloire de Frédéric continue d'en imposer, mais à l'Europe pré-révolutionnaire il paraît déjà le monument d'un autre âge. On ne rappellera pas ici tout ce qui le sépare de la génération du Sturm und Drang, ni les propos amers d'un Lessing ou l'hommage équivoque de Kant<sup>27</sup>. En France, depuis la mort de Voltaire, l'irrespect domine: Diderot est hostile,

20 Sur cette publication de la correspondance secrète, voir la présentation et l'édition très complète de H. WELSCHINGER (voir n. 8).

21 Il note à plusieurs reprises dans la correspondance secrète que telle décision prise par le roi avait été conseillée dans la « Lettre » – par exemple au sujet du loto, dans la dépêche du 26 août.

22 D'Esterno écrit au ministre le 2 septembre 1786: *Dans ce plan, à titre de philosophe qui fait consister son devoir de dire la vérité au roi lorsqu'il ne la lui demande pas, il a écrit des choses très déplacées et désobligeantes pour le roi de Prusse* (cité par H. WELSCHINGER (voir n. 8)).

23 H. G. DE MIRABEAU, *Lettre remise à Frédéric-Guillaume II*, p. 10.

24 Ibid, p. 12.

25 Mirabeau note dans une dépêche du 5 décembre: *On ne se hasarde guère de conseiller parmi les grands que ceux qu'on estime*. – H. WELSCHINGER (voir n. 8).

26 MIRABEAU, *Lettre* (voir n. 23), p. 3.

27 Was ist Aufklärung?, 1784. Cf. G. L. FINK, *La dialectique du despotisme éclairé selon Kant*, in: *Recherches germaniques*, 1977, pp. 29–54.

d'Alembert poli mais réservé, Guibert doute même de son génie militaire; quant à Mademoiselle de Lespinasse, elle aimerait mieux être *le dernier membre de la Chambre des Communes que le roi Frédéric*. Décidément, le despotisme n'est plus à la mode! A Berlin même, *les cordes sont si tendues qu'elles ne peuvent qu'être relâchées. Le peuple a été si opprimé, si vexé, si pressuré qu'il ne peut plus qu'être soulagé*<sup>28</sup>.

Pourtant Mirabeau s'indigne de l'indifférence des Berlinoïses à la mort du roi: *Tout est morne, rien n'est triste... Pas un regret, pas un soupir, pas un éloge... Et c'est donc là qu'aboutissent tant de batailles gagnées, tant de gloire, tant de hauts faits*<sup>29</sup>. Cet étonnement paraît sincère: Mirabeau, qui a le sens de la grandeur monarchique et de la gloire militaire comme il est sensible à l'audace intellectuelle, respecte Frédéric, qu'il a souhaité (et pu) rencontrer deux fois au cours de l'hiver précédent<sup>30</sup>. Mais cette admiration pour le seul héros du XVIII<sup>e</sup> siècle, *l'un des plus grands caractères qui aient jamais occupé le trône, et qui a pour plusieurs siècles à peu près tari la gloire militaire*<sup>31</sup>, s'accompagne de la conviction que son système est mauvais. Frédéric peut être admiré, il ne doit pas être imité.

Au successeur, peu soucieux de toute façon de rivaliser avec son oncle, Mirabeau propose un idéal monarchique nouveau, supérieur à la gloire militaire chère au feu roi: il est une *gloire plus pure, plus humaine, plus vertueuse, celle de manifester sur le trône la bienfaisance éclairée qui organise et vivifie les empires et de conquérir l'amour de ses sujets*. Pour gouverner, le souverain doit s'en remettre à sa *conscience*, à son *sentiment intérieur* et se défier des courtisans: il lui faudra étudier lui-même les questions, *faire son métier de roi, mûrir ses décisions*<sup>32</sup>. Car c'est de lui et de lui seul que peuvent procéder les réformes nécessaires, lui seul représente l'intérêt général, et l'exercice de sa réflexion, s'il ne cède pas à l'influence des *oisifs titrés, de cette aristocratie universelle, fléau des monarchies*<sup>33</sup>, doit forcément le conduire à s'appuyer sur le peuple: *l'intérêt du monarque le plus absolu est tout entier dans les maximes populaires*<sup>34</sup>. On entrevoit clairement ici des thèmes que Mirabeau défendra avec beaucoup de continuité pendant la Révolution<sup>35</sup>.

Il y a en effet un bon usage de l'absolutisme et si le roi le comprend, il peut prendre l'initiative de cette réforme essentielle de l'Etat qui mettrait fin aux privilèges de la noblesse – pour laquelle le noble Mirabeau n'a pas de mots assez durs – et limiterait fortement l'intervention de la puissance publique: *Combien vous gouvernerez mieux que vos prédécesseurs et vos émules en gouvernant moins*<sup>36</sup>. En somme, il appartient au despotisme de mettre fin à *la barbarie féodale* et au despotisme lui-même. Est-ce une illusion naïve? En tout cas c'est ce que Mirabeau ne cessera de plaider en 1789–1790, en cherchant une formule qui pût sauver et la monarchie et la Révolution.

28 Dépêche du 5 septembre 1786. H. WELSCHINGER (voir n. 8).

29 Dépêche du 17 août 1786. Ibid.

30 *Il a daigné m'accueillir, me distinguer; aucun étranger, depuis moi, n'a été admis à sa conversation.* MIRABEAU, Lettre (voir n. 23), p. 4.

31 MIRABEAU, Lettre (voir n. 23), p. 11.

32 MIRABEAU, Lettre (voir n. 23), p. 11, 16, 22. Sur ce point l'exemple de Frédéric II n'est pas rejeté.

33 MIRABEAU, Lettre (voir n. 23), p. 38.

34 Ibid.

35 Cf. François FURET, Préface aux Discours de Mirabeau, Paris 1973.

36 MIRABEAU, Lettre (voir n. 23), p. 22.

L'Etat que les libéraux et les physiocrates appellent de leurs vœux doit être aussi discret que possible, assurer l'ordre mais laisser les sujets faire leurs affaires: *L'autorité une fois établie, la sûreté au dehors assurée, la justice civile et criminelle distribuée sur des principes d'égalité entre toutes les classes de citoyens et par conséquent les propriétés de tout genre suffisamment calculées, les contributions judicieusement assises, les travaux publics, les chemins, les canaux sagement dirigés, que reste-t-il à faire au gouvernement? Rien, qu'à jouir du travail des citoyens qui, en faisant leurs affaires sous votre protection pour leur plus grand intérêt, font celles de l'Etat et les vôtres*<sup>37</sup>.

Seul cet Etat libéral peut permettre l'essor économique d'un pays, l'exemple de l'Angleterre en témoigne. Oui, mais les grands succès militaires et politiques de Frédéric II ne produisent-ils pas un contre-exemple? Sous son règne, la Prusse, pourtant peu douée naturellement, n'est-elle pas devenue grande puissance européenne? A cette objection, Mirabeau oppose plusieurs arguments. Le premier résulte implicitement de l'idéal monarchique proposé à Frédéric-Guillaume: la gloire militaire n'est pas le but que doit se proposer un monarque en ce siècle éclairé – de quel prix n'est-elle pas payée par les sujets, privés de liberté, réduits à la misère?

D'autre part, s'il est vrai que Frédéric a renforcé la puissance de son pays, l'a-t-il fait grâce aux méthodes auxquelles il a recouru, ou malgré celles-ci? Là-dessus Mirabeau hésite et incline, semble-t-il à admettre que les nécessités d'un *siècle de fer et d'un pays à demi barbare, voire l'imprévoyance germanique* ont pu justifier les *rigueurs des commencements*<sup>38</sup>. Mais il s'interroge aussi sur la réalité de ce surcroît de puissance: certes Frédéric a *conquis une superbe province* en Silésie, avec *une grande et riche industrie formée sans doute par un gouvernement plus sage que le sien*, mais il a appauvri toutes les autres provinces de son royaume, à l'exception de celles de Westphalie qui échappent à ses règlements<sup>39</sup>.

Au reste, Frédéric n'a guère innové dans son système de gouvernement, qui reproduit pour l'essentiel les institutions de son père: ce n'est donc pas là qu'il faut chercher l'expression de son génie. Il a surtout paré au plus pressé, *tourné toutes les forces de son talent à former une grande puissance militaire avec des états désunis, morcelés, pour la plupart inféconds, et voulant pour cela devancer la marche de la nature, il a songé principalement à l'argent*<sup>40</sup>. Mais on ne saurait faire longtemps violence à la nature et il est plus que temps de renoncer à un système qui peut faire illusion à court terme, mais serait fatal à plus longue échéance<sup>41</sup>. Les fruits verts que l'on pousse trop pourrissent avant maturité, les bases de la puissance prussienne sont fragiles: *Otez leur la réputation militaire et les ressources du trésor qui peuvent se dissiper; le reste est bien faible*. Cet héritage a cependant un mérite, il donne au successeur les moyens d'accomplir à moindre risque des réformes audacieuses<sup>42</sup>.

37 Ibid, pp. 20–21.

38 Ibid, pp. 24, 28, 60.

39 Ibid, pp. 62–63, 76.

40 Ibid, p. 59.

41 Il nuancera cette idée dans la Monarchie prussienne: «La philosophie qui est la science de l'emploi des moyens naturels, n'est pas juge compétent des moyens artificiels». – Cité dans: MIRABEAU, Mémoires (voir n. 2), tome 5, p. 81.

42 MIRABEAU, Lettre (voir n. 23), p. 13.

Si l'on veut consolider l'œuvre de Frédéric II, il faut donc rompre désormais avec son système économique, que rien ne justifie, sinon des circonstances aujourd'hui changées. Mirabeau n'examine pas un instant les arguments du mercantilisme, il ne songe pas à discuter les thèses, pourtant cohérentes, si souvent exposées par le feu roi<sup>43</sup>. Il se borne à dénoncer *la fatale résolution de tout voir, de tout régler, de tout ordonner, de se mêler de tout*<sup>44</sup>, et se gausse des *singularités* qui en résultent, ces arrêtés sur les prix d'auberge, l'importation des pommes, des œufs ou des souricières, ou plus grave encore la création de 412 monopoles<sup>45</sup>. *La fureur des règlements est le caractère des petits esprits* et une telle manie ne peut que *rapetisser* même le grand roi qui adopte un système aussi *odieux, ridicule, absurde, inique, bizarre...*<sup>46</sup>. Les *aberrations* du colbertisme Frédéricien ainsi condamnées sans appel, reste à le réformer sans mettre l'Etat en péril, car Mirabeau n'est pas naïf: il conçoit bien que *le passage d'un ordre de choses à l'autre sera très délicat... Malheur à qui bouleverse sans préparations*<sup>47</sup>. Il propose donc à Frédéric-Guillaume un véritable programme comportant des mesures immédiates, des réformes fondamentales à étudier soigneusement et des mesures transitoires.

Les premiers moments d'un nouveau règne, cet état de grâce où tout paraît possible, sont l'occasion ou jamais de prendre certaines décisions symboliques *qui, donnant de vous la plus haute opinion, vous feront recueillir les fruits de la confiance et vous faciliteront les grandes réformes dont votre règne doit être rempli*<sup>48</sup>. Mais le catalogue des mesures immédiates proposées par Mirabeau dépasse de loin le simple «gadget», il s'agit en vérité d'une révolution! Qu'on en juge. Il demande au roi pêle-mêle d'abolir *l'esclavage militaire*; d'accorder à ses sujets la liberté d'émigrer, de supprimer l'antique droit d'aubaine; de permettre aux bourgeois d'acquérir des terres nobles; de payer les officiers civils à l'égal des militaires; de *faire rendre une justice prompte et gratuite*; d'ouvrir des ateliers publics de travail car *tout ce qui respire doit être nourri en travaillant*; d'abolir toute censure; de supprimer la loterie, *cette horrible invention qui empoisonne tout, jusqu'à l'espoir*; enfin d'étendre la tolérance aux juifs sans aucune restriction. Sous le disparate apparent de ces mesures, ce sont les fondements même de l'Etat Frédéricien qui sont remis en cause, à commencer par son pilier, sa raison d'être: l'armée. Alors que l'armée prussienne repose tout entière sur la contrainte, sur la conscription générale et sur sa discipline impitoyable, Mirabeau fait confiance à l'instinct d'émulation et de gloire et à *l'amour de la patrie*. Se référant à l'exemple suisse, il entrevoit ce que seront les armées de la Révolution,

43 Par exemple dans ses testaments politiques. Sur l'économie de la Prusse Frédéricienne, cf. W. HENDERSON, *Studies in the economic policy of Frederick the Great*, London 1963; A. DAUPHIN-MEUNIER, *Mirabeau et l'économie prussienne de son temps*, Paris 1933; H. BRUNSCHWIG, *La crise de l'Etat prussien à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et la genèse de la société romantique*, Paris 1947; réédité sous le titre *Société et romantisme en Prusse au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris 1973, en particulier pp. 56 sq. (nos références renvoient à la réédition de 1973); voir aussi K. H. KAUFHOLD, *Leistungen und Grenzen der Staatswirtschaft*, in: *Preussen, Versuch einer Bilanz*, Berlin 1981, Bd. 2, pp. 106-119; et Peter BRANDT, *Die absolutistische Staatswirtschaft*, in: *Ibid*, Bd. 3, pp. 61-76.

44 MIRABEAU, Lettre (voir n. 23), p. 61.

45 MIRABEAU, Lettre (voir n. 23), p. 56.

46 MIRABEAU, Lettre (voir n. 23), p. 55, 56.

47 Dépêches du 18 et du 24 novembre 1786, in: H. WELSCHINGER (voir n. 8).

48 MIRABEAU, Lettre (voir n. 23), p. 23.

non plus de *vils troupeaux qu'on mène à la boucherie* mais des *compagnies nationales* où le service volontaire deviendra une obligation libre et glorieuse<sup>49</sup>. Même si Mirabeau invoque à un plan proposé par le baron de Hertzberg, on comprend qu'il aurait fallu beaucoup d'audace pour accepter un tel bouleversement alors que l'armée prussienne passait pour la meilleure d'Europe.

Accessoirement, Mirabeau réclame encore une retraite pour les vieux combattants et des orphelinats pour les enfants des soldats tués à la guerre. Il souhaiterait surtout que le militaire cesse de jouir d'une *considération exclusive*. Regrettant que Frédéric II ait eu *la manie de ne jamais quitter l'uniforme*, il met en garde son successeur contre le risque de *l'anarchie prétorienne* et souhaite que les officiers civils soient mieux payés<sup>50</sup>. Lors des cérémonies de l'hommage au nouveau roi, il est choqué par *tout cet appareil militaire, cette précipitation du serment légionnaire* qui font douter si la Prusse ne se réduit pas à un *camp vaste et formidable*, si elle n'est pas une armée avant d'être un royaume<sup>51</sup>.

Mais l'armée ne peut être dissociée de l'organisation sociale. C'est notamment pour les besoins de l'armée que les serfs restent fixés à la glèbe, car les officiers (nobles) recrutent leurs régiments sur leurs terres – de sorte que Mirabeau, quand il réclame une loi d'affranchissement au nom du droit naturel (*l'homme n'appartient pas au sol*, il ne saurait être une propriété), quand il plaide pour la liberté d'émigrer, met en cause la base même de l'armée prussienne. Certes il fait le pari que la liberté n'entraînera pas de départs massifs – au contraire –, mais on conçoit que les responsables n'aient pas voulu courir le risque de perturber un système aussi bien rodé.

De même, l'organisation prussienne identifie les besoins de l'armée et les intérêts de la noblesse: si les soldats sont des paysans astreints au service obligatoire, les officiers sont presque tous nobles, et l'on sait que Frédéric II, tout philosophe qu'il était, ne voulut jamais démordre de son *préjugé féodal*. Seule la noblesse, croyait-il, a de l'honneur, et c'est pour conserver à l'État cette classe indispensable qu'il lui réserva la propriété des terres, interdisant aux bourgeois comme aux paysans d'acquérir des terres nobles<sup>52</sup>. On ne peut être plus éloigné de Mirabeau, qui réclame d'urgence *une loi pour rendre aux bourgeois la liberté d'acquérir des terres nobles*, et cela pour des raisons qui ne sont pas seulement de principe: il raisonne plutôt en termes économiques. Si la demande de terres s'accroît, le prix de celles-ci augmentera et la noblesse sera la première à en bénéficier; on évitera en outre l'exportation de capitaux qui ne trouvent pas à s'investir dans le royaume; enfin les terres seront mieux cultivées, car *les commerçants aiment se délasser dans les soins de l'agriculture et la terre la plus aride se fertilise entre leurs mains* – Mirabeau songe évidemment à la

49 MIRABEAU, Lettre (voir n. 23), p. 25 sq.

50 MIRABEAU, Lettre (voir n. 23), p. 40–41.

51 Dépêches du 17 août et du 3 octobre 1786 (H. WELSCHINGER, voir n. 8); MIRABEAU, Lettre (voir n. 23) p. 64.

52 Cf. Testament politique de 1768. Sur la question de la propriété, voir: Eberhardt WEIS, Ergebnisse eines Vergleichs der grundherrschaftlichen Strukturen Deutschlands und Frankreichs vom 13. bis Ausgang des 18. Jahrhundert, in: Vierteljahresschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte, 57 (1970), pp. 1–14; Christof DIPPER, Die soziale Verteilung des Grundbesitzes in Deutschland am Ende des Ancien régime, in: Annali dell'Istituto storico italo-germanico in Trento, Jahrbuch des italienisch-deutschen Instituts in Trient, V (1979), pp. 507–516.

révolution agricole dont il a constaté les effets en Hollande et en Angleterre<sup>53</sup>. Elargissant son propos, il plaide avec chaleur pour l'égalité des *places* et dénonce la noblesse ennemie du prince.

Egalité des civils et des militaires, égalité des nobles et des bourgeois, libération des paysans, c'est tout le système fédéricien qui serait renversé si Mirabeau était entendu. Par comparaison, les autres revendications paraissent moins radicales, même celles qui ont trait à la liberté de la presse et à la tolérance. En ce domaine, la Prusse paraît à l'avant-garde de l'Europe, même s'il est vrai que la censure continue de s'exercer sur les ouvrages politiques et s'il est plus facile d'importer la librairie étrangère que d'imprimer sur place. Quand Mirabeau en appelle au roi pour qu'il dissipe les ténèbres en libérant l'imprimerie, en lisant et en faisant lire, en développant l'instruction, en laissant monter les lumières de toutes parts jusqu'au trône, il paraît faire écho à ce grand débat sur l'*Aufklärung* qui vient d'occuper les périodiques berlinois<sup>54</sup>.

Quant à la tolérance, elle est effective pour les différentes confessions chrétiennes et les idées de Frédéric II à ce sujet sont bien connues. On pouvait craindre cependant un retour en arrière de la part d'un prince qu'on dit soumis à certaines influences bigotes<sup>55</sup>. Surtout, il reste encore à instaurer une *tolérance illimitée* en accordant *toute liberté civile aux juifs*. Mirabeau s'intéresse à cette question depuis son arrivée en Prusse: il a fréquenté des salons juifs qui tiennent alors un grand rôle dans la société berlinoise, il a beaucoup entendu parler, par Nicolai et Dohm notamment, de ce Socrate moderne que fut le philosophe juif Moses Mendelssohn, à qui il consacra bientôt tout un livre<sup>56</sup>. Il se borne ici à plaider brièvement pour l'intégration des juifs qui deviendront *dès la seconde génération de bons et d'utiles citoyens* si on lève les interdictions qui pèsent sur eux.

Pour compléter ce programme des premiers mois, Mirabeau réclame en termes pathétiques la suppression de la loterie, cet *impôt qui fonde ses plus grands produits sur le délire ou sur le désespoir*, et qu'il convient d'interdire sous peine de mort! Curieusement, ce libéral trouve presque des formules keynesiennes pour justifier des ateliers de travail pour les pauvres: *Les travaux, Sire, ne vous coûteront rien, car ils se paieront d'eux-mêmes; ils ouvriront des débouchés au commerce, ils faciliteront le débit des productions de l'agriculture, ils enrichiront le territoire de votre Etat et les finances de Votre Majesté*<sup>57</sup>. Enfin il mentionne pour mémoire la nécessité d'une justice vraiment gratuite.

Les grandes lignes de ce programme, liberté des serfs, égalité civile, liberté d'opinion, bonne justice, tolérance n'ont rien de particulièrement original en cette fin

53 MIRABEAU, Lettre (voir n. 23), p. 36-37.

54 A ce sujet voir par exemple Norbert HINSKE-Michael ALBRECHT, *Was ist Aufklärung?* Beiträge aus der Berlinischen Monatsschrift, Darmstadt 1973.

55 Cf. H. BRUNSCHWIG (voir n. 43), pp. 261 sq. J. DROZ, La légende du complot illuministe et les origines du romantisme politique en Allemagne, in: *Revue historique*, CCXXVI (19..), pp. 313-338.

56 Sur Moses Mendelssohn et la réforme politique des juifs, Berlin 1787. Ce livre, inspiré d'un ouvrage de Dohm, décidera peut-être du destin ultérieur de Mirabeau en l'obligeant à se présenter aux élections de 1789 en Provence et non à Strasbourg. (Sur la question juive à cette époque, voir les actes du colloque: *Deutsche Aufklärung und Judenemanzipation*, Tel Aviv 1980; ainsi que le numéro spécial de la revue *Dix-huitième siècle*, 1981; cf. aussi H. BRUNSCHWIG (voir n. 43) pp. 107-162.

57 MIRABEAU, Lettre (voir n. 23), p. 44.

du XVIII siècle: c'est le programme des lumières qui n'a encore été mis en œuvre nulle part en Europe, si ce n'est – partiellement – en Angleterre. De telles réformes signifiaient partout, et pas seulement en Prusse, des bouleversements considérables et la fin de la société d'ancien régime – mais en Prusse, du fait de l'imbrication étroite de la société et de l'armée, la survie même de l'Etat peut sembler en cause.

Nous voilà au cœur d'un débat très moderne: ce pays économiquement attardé aura-t-il indéfiniment besoin de la béquille dirigiste, ou celle-ci, l'empêchant de développer ses propres forces, finira-t-elle par le faire trébucher? Pour Mirabeau, il est clair que la Prusse en est arrivée au point où la béquille devient une entrave. Les succès du court terme doivent être consolidés, il est temps *de semer pour recueillir*, de créer des *bases solides et permanentes*<sup>58</sup>, de transformer le *camp vaste et formidable en monarchie stable et prospère*.

Après avoir critiqué le dirigisme de Frédéric II, Mirabeau donne donc un exposé du programme qui assurera l'avenir et fondera la prospérité. D'abord laisser passer. Les mercantilistes voulaient retenir l'or dans le royaume et accumuler des trésors: absurde, répond Mirabeau, ce n'est pas l'or qui fait la richesse d'une nation, il n'est qu'un *gage, un moyen d'échange entre les hommes, un agent d'affaires* et c'est une folie de *l'emprisonner*, car telle une armée, il *n'a de valeur que par l'action*. Premier commandement donc, laisser circuler l'or: il en résultera une confiance qui permettra au roi d'ouvrir des caisses d'escompte, d'où un accroissement du numéraire disponible et aussi des revenus supplémentaires pour le trésor.

Mirabeau propose ensuite au roi de distribuer ses *immenses domaines* entre ceux qui les cultivent contre un cens perpétuel. Mais il insiste surtout sur la nécessité de substituer aux impôts indirects, fortement diminués, l'impôt foncier »dont aucune terre ne doit être franche« – article essentiel du programme des physiocrates. Cette réforme entraînera la mort de la contrebande et stimulera un commerce de transit très profitable, alors que les taxes de Frédéric ont détourné les flux d'échanges vers la Pologne et la Saxe. Il faudra évidemment abolir les monopoles, dont le produit fiscal peut être compensé. Il faudra surtout renoncer à ces »manufactures puériles« coûteuses et peu rentables, à ces privilèges qui tuent l'industrie: *le plus sûr moyen d'avoir tout ce que la nature ne défend pas, c'est la liberté*<sup>59</sup>.

Après cet exposé de principe, Mirabeau concède que, pour des raisons fiscales, tout ne peut pas être fait d'un seul coup, mais l'obstacle n'est pas insurmontable. On pourrait par exemple user de la *commutation de droits*, à l'exemple de l'Angleterre qui a remplacé les droits sur le thé par un droit sur les fenêtres. Le roi pourrait aussi sans honte prêter à l'étranger les fonds accumulés par son prédécesseur et s'enrichir en spéculant<sup>60</sup>. Pour réaliser ces réformes, l'Etat fera bien de se fier à des *négociants*, car ce sont gens honnêtes et *modérés*, peu soucieux de vanité ou de faste<sup>61</sup>.

On le voit, si la critique est radicale, le programme ambitieux, les mesures pratiques sont limitées: pour l'essentiel, Mirabeau fait un pari optimiste sur la liberté – et aussi sur l'égalité sociale au profit de la bourgeoisie commerçante. Mais

58 Ibid, p. 64.

59 Ibid, p. 77.

60 Mirabeau avait peut-être la mission de négocier un emprunt pour le Trésor français (cf. note 17): il prit des contacts avec le financier Struensee.

61 MIRABEAU, Lettre (voir n. 23), p. 81.

c'est un saut dans l'inconnu qu'il propose aux dirigeants prussiens, qui seront confrontés dans un premier temps à la désorganisation des finances, base de la puissance militaire. Et l'audace n'est pas commune chez les hommes politiques, toujours inquiets de *l'aventure*, surtout lorsque tout paraît aller au mieux. En outre, l'influence de la noblesse, partout présente aux différents échelons de l'Etat, suffirait à empêcher pareil bouleversement, que l'exemple autrichien ne peut d'ailleurs que déconseiller. Malgré la suppression de quelques monopoles – dont Mirabeau critiquera la précipitation<sup>62</sup> –, rien d'essentiel ne changera, tandis que la Prusse s'enfonce dans une sorte de décadence politique et morale jusqu'à la catastrophe de 1806<sup>63</sup>. L'événement donnera raison à l'observateur de 1786, qui n'aura pas été plus écouté en Prusse qu'en France: mais pouvait-il en être autrement?

62 Cf. la dépêche du 18 novembre 1786 (H. WELSCHINGER, voir n. 8).

63 Cf. H. BRUNSCHWIG (voir n. 43).